

cher la hausse et réduire les bénéfices. Car l'Etat russe, malgré sa tiédeur et ses concessions toujours plus grandes, est encore obligé à des efforts sérieux pour protéger les travailleurs des villes déjà défavorisés contre la vie chère. Dans ces conditions, l'Etat ne peut pas rivaliser d'influence avec le Koulak auprès du paysan moyen, même s'il apporte une aide financière.

En France, nous voyons également l'organisation de syndicats agricoles, le développement de la technique, l'éducation culturelle répandue par l'Etat et le trust des engrais, des prêts à taux réduit pour les paysans; il y a même des greniers communs, comme il y a des caves municipales pour le vin; et la pratique se répand en achats en commun.

Tout cela, est-il besoin de le dire, n'a pas mené vers le socialisme...

Tout cela a provoqué l'organisation des paysans; rassemblés, ils ont pris conscience de leur force, ils font de la politique, le paysan moyen soutient le gros fermier, et, au Parlement, ils tiennent en échec tous les représentants des gros industriels et des ouvriers...

On ne gouverne plus sans l'assentiment du paysan. Grâce à son organisation économique, le paysan a acquis une puissance politique.

Le paysan moyen qui, avant la guerre, peinait durement, insouciant de la politique, est aujourd'hui une force politique conservatrice de la propriété privée.

Le paysan moyen russe doit, lui aussi, fatalement, prendre goût à la propriété individuelle, s'il est poussé dans ce sens par l'exemple du Koulak, dont la fortune rappelle celle de nos accapareurs de biens nationaux.

Ce qui pourrait canaliser le paysan moyen vers l'exploitation collective en accord avec le paysan pauvre, c'est l'arrêt du développement de la propriété individuelle par des moyens que nous examinerons plus loin.

.

Les Koulaks sont-ils nombreux ?

En 1918 Lénine les évaluait à deux millions. Zinoviev, en 1925, à un million et demi. (*La Russie vers le socialisme*, page 145.)

A la même date, Staline déclarait : « C'est un fait que l'élément Koulak se développe. » (*La Russie vers le socialisme*, page 109.)

Quelle est leur moralité ? Leur influence sociale ?

Ecoutez Lénine en 1918.

« Les Koulaks sont les exploités les plus féroces, les plus brutaux, les plus sauvages, qui, dans les autres pays, ont maintes fois restauré le pouvoir des grands propriétaires fonciers, des rois, des prêtres et des capitalistes. Ils sont plus nombreux que les seigneurs terriens et les capitalistes. Cependant, ils constituent la minorité du peuple. Ces vampires se sont enrichis de la misère du peuple pendant la guerre; ils ont amassé des milliers et des centaines de milliers de roubles en faisant monter le prix du blé et des autres produits.

Ils se sont engraisés aux dépens des paysans ruinés par la guerre, aux dépens des ouvriers affamés, ils ont bu le sang des travailleurs. » (*La Russie vers le socialisme*, page 147.)

« Le Koulak est un usurier, pratique la location des bestiaux, des machines, etc... » (*La Russie vers le socialisme*, page 9.)

Quelle est, actuellement, leur puissance économique ? En Sibérie, en Ukraine, dans le Caucase du nord, 15 % des économies détiennent 53 % de l'outillage indispensable.

L'ensemble des Koulaks et quelques paysans aisés, en tout 6 % des économies paysannes, détenaient, au 1^{er} avril 1926, 53 % de toutes les réserves de blé. (*Revue de Statistiques* n° 4, 1927.)

Après la récolte de 1924, les Koulaks ont pu tenir l'Etat en échec, sur le marché des blés, provoquant une modification du plan d'exportation et une baisse du tchervonetz.

Aujourd'hui encore, les habitants des villes font la queue pour obtenir de la farine, alors que les paysans aisés et les Koulaks ont accumulé, pendant la récolte 1926-1927, 800 à 900 millions de pouds de blé.

La puissance des Koulaks est déjà formidable. Que sera-t-elle avec la nouvelle loi agraire ?

.

Un point d'histoire très important.

En Mai 1927, Lénine présentait à la fraction bolchevique, une résolution sur la question agraire qui se terminait ainsi : « On doit hâter la remise du bétail des propriétés seigneuriales et des instruments aratoires aux Comités de paysans, afin que la collectivité puisse les employer utilement. » (*Correspondance Internationale*, 4 juin 1927.)

Lénine entendait non seulement exproprier la terre, mais aussi les instruments de production.

En 1928, Lénine accusait déjà deux millions de Koulaks d'avoir volé le bétail et les instruments aratoires des paysans. Si donc il y a eu expropriation, elle ne profita guère à la collectivité.

L'expropriation des moyens de production à la campagne a été ratée.

.

Comment lutter contre le Koulak ?

La presse nous apprend que, pour l'année 1928, une somme de 700 millions de roubles sera affectée pour financer l'économie agricole, somme qui sera augmentée l'année suivante selon le « Plan de cinq années ». Cela représente environ sept roubles par tête de paysan, pour une année au cours de laquelle les Koulaks réaliseront sur le dos de la collectivité un bénéfice bien supérieur.

La somme ainsi prévue au budget, ne peut être effectivement prélevée sur le Koulak, car le paysan riche représente pour le gouvernement russe la source de la production à la campagne, source qu'il ne veut pas effrayer de crainte de la tarifier. De plus, dans un pays

où le marché de la main-d'œuvre est trop abondamment approvisionné, c'est cette main-d'œuvre, si largement offerte sur le marché, qui, en cas de nouvelles charges imposées au Koulak, risquerait de les supporter sous forme de diminution de salaires.

Ainsi, l'aide financière prévue n'aboutit pas au résultat que doit rechercher le Parti prolétarien : l'augmentation de l'exploitation collective au détriment de l'exploitation privée capitaliste.

.

La seule voie à suivre, dans le domaine financier, est la transformation progressive de la grande propriété privée en propriété collective grâce à l'emprunt forcé.

La plate-forme de l'Opposition russe, prévoit bien la saisie sous forme d'emprunt de 150 millions de pouds de blé chez les paysans riches.

Mais cette idée de l'emprunt forcé est incomplète; elle devrait prévoir tout un plan d'emprunts transformant le gros capital privé à la campagne en rente sur l'Etat russe.

Ce ne serait pas dépouiller le paysannerie, ni même le Koulak; la fortune acquise resterait acquise; mais le Gouvernement des Soviets disposerait du capital détenu par les Koulaks moyennant un intérêt raisonnable. Tout en étant rémunérateur, cet intérêt serait de beaucoup inférieur à celui que l'on offre aux capitalistes étrangers, et il n'entraînerait pas de servitude politique aussi dangereuse.

Cette politique se doublerait d'un plan d'organisation de l'industrie, des transports et d'exploitation collective de la terre.

L'emprunt imposé au Koulak n'entrerait pas dans le budget ordinaire, il serait réservé à l'édification du socialisme à la campagne.

Ici un point délicat.

La fortune des Koulaks est composée d'argent liquide, de machines, mais surtout de troupeaux et de réserves de marchandises. L'emprunt aurait pour but de réaliser une partie de ces richesses pour acquérir des instruments de production modernes. Mais un prélèvement trop important parmi ces éléments,

dont la plus grosse partie est capital productif, pourrait tarir la production, et ce serait aller à l'encontre du but qu'on s'est d'abord assigné, qui est de faire produire.

C'est pour cette raison qu'il faut prévoir un emprunt par tranches, prévoir douze ou quinze tranches de deux milliards environ. (Ces chiffres, à titre d'indication, les chiffres définitifs seraient à fixer après recensement des fortunes et de leur composition.)

Il faudrait prévoir également que la deuxième tranche ne serait prélevée que le jour où la première sera devenue productive.

Pour la mise en valeur du produit de l'emprunt, former de grandes exploitations collectives, des armées industrielles pour l'agriculture (voir le *Manifeste Communiste*).

Il est certain que des mesures de détail devront être prises pour convertir le blé, les boeufs, les moutons en machines-outils: pour cela, les coopératives et l'office du commerce extérieur sont tout désignés.

Pour le paysan moyen, le résultat serait le suivant:

Convaincu que le Gouvernement prolétarien est décidé à arrêter le développement de la propriété individuelle, ayant sous les yeux les avantages d'une culture moderne et collective, il s'orienterait vers l'amélioration de ses conditions de vie et la diminution de la durée du travail grâce à l'augmentation de la production.

Une pareille politique n'irait pas sans résistance, mais cette résistance serait atténuée par le seul fait que les paysans riches, expropriés, seraient indemnisés. Et c'est une chose sur laquelle tous les communistes doivent être d'accord, que le passage de la société capitaliste à la société socialiste ne peut se faire sans douleur. Si, dans l'intérêt du prolétariat, quelques Koulaks vont en prison, cela paraît normal.

Ce qui ne paraît pas normal, c'est que ce soient les communistes de l'Opposition qui soient jetés dans les prisons soviétiques!

DELFOSE,